

## Communiqué

Le 2 mai 2007

# La vente d'immeubles fédéraux : une mauvaise affaire pour les Canadiens

**OTTAWA** – L'Alliance de la Fonction publique du Canada demande au gouvernement Harper de mettre un terme à la vente d'immeubles appartenant à l'État. En effet, le gouvernement fédéral vient d'annoncer qu'il entend concrétiser son projet de vendre au secteur privé neuf immeubles qui appartiennent actuellement à la population du Canada.

«Il y a beaucoup trop de secrets entourant ces ventes, affirme Patty Ducharme, vice-présidente exécutive nationale de l'AFPC. De plus, ces ventes constituent une très mauvaise affaire pour la population canadienne, Les Canadiennes et les Canadiens ne vendraient pas leurs maisons pour les louer ensuite. Ces immeubles appartiennent à la population canadienne. Pourquoi vendre ces biens précieux et devoir ensuite payer un loyer ?»

Les membres de l'AFPC qui travaillent dans les immeubles gouvernementaux savent d'expérience que les conditions sont meilleures quand les immeubles sont la propriété du gouvernement et sont gérés par celui-ci plutôt que par des investisseurs dont la préoccupation première est de réaliser des profits.

Les immeubles dont le gouvernement cherche à se départir sont des biens immobiliers de premier ordre. Dans les documents de promotion de BMO Capital Markets et de RBC Capital Markets, on retrouve le passage suivant : « *L'offre... est l'une des possibilités immobilières les plus notables à être introduites sur le marché canadien. Cette offre unique permet aux investisseurs d'acquérir neuf immeubles à bureaux de très grande qualité et de les louer au locataire le mieux apprécié au Canada.* »

De l'avis de l'AFPC, une telle vente donnera à des investisseurs privés la permission d'imprimer de l'argent. Le gouvernement garantit que les immeubles sont exempts de dettes. Certains d'entre eux sont neufs, d'autres ont été rénovés récemment. Lorsque les immeubles auront été vendus, le gouvernement sera obligé pendant 25 ans de louer l'immeuble qui lui appartient actuellement. À long terme, il en coûtera

au gouvernement – et aux contribuables canadiens – beaucoup plus cher que s'il gérait lui-même les immeubles qu'il possède déjà. Comme le gouvernement fédéral peut emprunter de l'argent à un taux plus bas que le secteur privé, il lui en coûterait moins cher pour conserver les immeubles et payer le coût des réparations.

Ce qui est plus inquiétant encore, c'est la possibilité que ces neuf immeubles fassent simplement partie de la première vague d'une vente de plus grande envergure. Une telle décision créerait une dette future que la population canadienne ne veut pas ou dont elle n'a pas besoin.

Ducharme affirme que la population canadienne se fait non seulement escroquer, mais qu'elle se fait escroquer en cachette. « BMO Capital Markets et RBC Capital Markets ont rédigé le rapport dans lequel il est conseillé au gouvernement de vendre les immeubles. Or, ces sociétés se sont vu confier le processus d'appel d'offres. On a ici affaire non seulement à une apparence de conflit d'intérêts, mais les détails du marché sont secrets. »

Pressé de révéler les détails du marché, le ministre Fortier responsable de Travaux publics et Services gouvernementaux a déclaré qu'il informera le Parlement après qu'une décision aura été prise, parce que les renseignements contenus dans le rapport sont protégés en vertu des règles de la confidentialité commerciale. « Quelqu'un doit s'élever contre cette idée folle, ajoute Ducharme. Je pense que la plupart des Canadiennes et des Canadiens seraient d'accord pour dire qu'il faut mettre fin maintenant à cette vente au rabais! »

**Renseignements :**

Alain Cossette, Section des communications de l'AFPC - 613-560-4317